



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction des Relations
avec les Collectivités Territoriales

Bureau des procédures environnementales

Réf : BPE/LBA – DL/2013-461

Affaire suivie par : Danielle LANCERY

Tél. : 04.66.36.43.06

Télécopie : 04.66.36.40.64

e-mail : danielle.lancry@gard.gouv.fr

NIMES, le **13 MAI 2013**

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

de la société Sanofi Chimie de satisfaire à certaines prescriptions de ses arrêtés préfectoraux

Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V, et notamment l'article L.514-1;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment son article 21.III ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06-018N du 3 mars 2006 autorisant la société Sanofi Chimie à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune d'Aramon ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06-112N du 26 octobre 2006 complétant l'arrêté préfectoral n° 06-018N du 3 mars 2006 autorisant la société Sanofi Chimie à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune d'Aramon ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 08-155N du 31 décembre 2008 actualisant les prescriptions techniques applicables au site de la Société Sanofi Chimie située sur le territoire de la commune d'Aramon suite à l'implantation d'une installation de régénération des solvants usés produits par le site et à l'autorisation d'incinérer des solvants en provenance des sites métropolitains de la Société Sanofi Chimie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 09-124N du 29 octobre 2009 imposant une étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau à la Société Sanofi Chimie à Aramon ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12-100N du 1er août 2012 complétant l'arrêté préfectoral n° 06-018N du 3 mars 2006 renforçant les prescriptions applicables à son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune d'Aramon ;
- VU** la déclaration d'incident transmise par la société Sanofi-Chimie à l'inspection des installations classées par courriel en date du 15 avril 2013 et faisant état de non conformités sur les rejets d'effluents liquides au Rhône pour l'azote global et l'azote ammoniacal depuis le 13 mars 2013 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 avril 2013 ;

CONSIDERANT que les éléments fournis par la société Sanofi-Chimie montrent des dépassements significatifs des valeurs limites démission en azote global (jusqu'à 248 kg/j contre 54 kg/j autorisé au maximum) et en azote ammoniacal (jusqu'à 194 kg/j contre 27 kg/j autorisé au maximum) ;

CONSIDERANT que ces dépassements existent depuis le 13 mars 2013 et peuvent perdurer au-delà des actions correctives mises en place par la société Sanofi Chimie (mai 2013) jusqu'au rétablissement de l'équilibre biologique spécifique de la station d'épuration à boues activées attendu pour fin juin ;

CONSIDERANT qu'une surabondance d'azote dans le milieu naturel aqueux est susceptible sur la durée de participer à des phénomènes d'eutrophisation, voire de dystrophisation ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient que les rejets de la société Sanofi-Chimie respectent les valeurs limites d'émission qui lui sont fixées dans son arrêté préfectoral du 3 mars 2006 susvisé dans les meilleurs délais afin de prévenir tout impact sur les enjeux environnementaux ;

CONSIDERANT que conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement susvisé, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dudit Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, le préfet, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

L'exploitant entendu ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRETE

La société SANOFI CHIMIE, dont le siège social est situé 9 rue du Président Allende – 94256 Gentilly Cedex, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

1- avant le 30 juin 2013

- de l'article 4.5.6 de l'arrêté préfectoral n°06-018N du 3 mars 2006 susvisé : *«l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et en flux»*: N global : 30 mg/l en concentration maximale (concentration moyenne mensuelle, la concentration journalière ne pouvant dépasser le double de cette valeur) et 54 kg/j en flux.
- de l'article 4.5.6 de l'arrêté préfectoral n°06-018N du 3 mars 2006 susvisé : *«l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et en flux»*: NH₄⁺ : 15 mg/l en concentration maximale et 27 kg/j en flux.

2- dans les meilleurs délais à compter de la date de détection du prochain accident ou incident survenant du fait du fonctionnement d'une installation classée et susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement :

- de l'article R.512-69 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1, les sanctions administratives prévues aux l'article L..514.-1 et L..514-2 du Code de l'environnement pourront être appliquées.

ARTICLE 3 – CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NIMES, conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

ARTICLE 4 – INFORMATIONS DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'Aramon et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie,
- ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 5 – EXECUTION

Le Préfet du Gard, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, région Languedoc-Roussillon, le Directeur Départemental des services d'Incendie et de Secours, le chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile, le Maire d'Aramon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée administrativement à la Société SANOFI CHIMIE dont le siège social est situé 9 rue du Président Allende – 94256 Gentilly Cedex.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
le secrétaire général



Jean-Philippe d'ISSERNIO

Article L514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement

(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 148 Journal Officiel du 28 février 2002)

(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)

(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)

(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)

(Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 art. 34 III Journal Officiel du 9 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} juillet 2007)

(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)

(Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009 art. 10 et Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 art.211)

I. - Les décisions prises en application des articles L512-1, L512-3, L512-7-3 à L512-7-5, L512-8, L512-12, L512-13, L512-20, L513-1 à L514-2, L514-4, du I de l'article L515-13 et de l'article L516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - Abrogé

III. - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.